

Entrée de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN

Recul « négocié »

Le président américain a quitté Bucarest avec un quitus de ses alliés de renforcer leurs contingents en Afghanistan, mais il n'aura pas réussi à en décrocher un pour l'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'Alliance. Il quittera la Maison-Blanche sans avoir installé le bouclier antimissile en Europe.



De notre envoyée spéciale à Bucarest (Roumanie)
Ghania Oukazi

Aussi important qu'il l'eût été, le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OTAN, tenu à Bucarest du 2 au 4 avril, n'aura pas réussi à aller jusqu'au bout de sa logique d'élargissement vers l'Est. Le point de discord a été en toute évidence, la décision des alliés d'accorder des protocoles d'accès à la Géorgie et de l'Ukraine pour les intégrer dans leurs rangs atlantistes. La Russie a obligé l'OTAN à prendre du recul sur cette question en raison de son caractère sensible et des conséquences qu'elle engendrerait sur les équilibres de la région.

Des bruits de couloirs de ce grand palais du Parlement roumain laissent entendre que ce recul des alliés a été mûrement « négocié », il y a quelques jours à Moscou, entre les responsables russes, la secrétaire d'Etat et le ministre de la Défense américains. Il paraîtrait que les Russes sont arrivés à faire admettre la suspension de deux dossiers qui envoyaient leurs relations avec Washington. Il s'agit de l'installation du bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque et la mise sur les rails de l'adhésion à

l'OTAN, de la Géorgie et de l'Ukraine. (Moscou refuse toujours de ratifier le traité des forces conventionnelles européennes (FCE). C'est probablement cet « accord » avec les Américains qui a laissé Poutine accepter de venir jeudi à Bucarest sans agiter l'idée du boycott. Le rendez-vous de Bucarest a permis à la Croatie et à l'Albanie de décrocher le ticket d'entrée dans l'Alliance, augmentant ainsi le nombre de ses pays membres à 28. Le secrétaire général adjoint de l'Alliance, Claudio Bisogniero, précisera à propos de la Géorgie et de l'Ukraine, que bien que le principe de leur adhésion est acquis, elles doivent encore approfondir leurs discussions à ce sujet jusqu'en décembre prochain, où les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se réuniront, pour décider de trancher la question de leur éligibilité à ce processus. « Les MAE qui vont se réunir en décembre auront autorité pour leur permettre de l'entreprendre ou pas », a-t-il dit. On reproche en sourdine à ces deux pays de n'être pas respectueux des droits de l'homme ni garants de la démocratie. « Ils doivent encore faire des progrès », a dit simplement le SG adjoint sans dire à quel niveau et de quel ordre. La Macédoine, elle, n'a pas été admise parce que la Grèce

soutenue par d'autres pays comme la Bulgarie et la France (nous sommes aux côtés de nos alliés grecs, a déclaré Sarkozy) ou l'Allemagne, lui demande de changer d'appellation pour ne pas qu'il y ait confusion avec ses territoires macédoines. « Dès que la question du changement du nom sera réglée, elle pourra le faire », a déclaré le SG adjoint de l'OTAN aux journalistes issus des pays du dialogue méditerranéen et de ceux de l'Initiative d'Istanbul, lors d'un briefing tenu hier matin très tôt au Parlement roumain. « C'est peut-être une question sémantique, mais il y a d'autres politiques très importantes », a-t-il ajouté au sujet du cas de la Macédoine.

L'élargissement vers l'Est, l'OTAN en fait l'une de ses priorités pour mettre la Russie mal à l'aise. « Dans une dizaine d'années, tous les pays de la région des Balkans seront membres de l'Alliance », promet un de ses responsables. Reste que cet élargissement pose aux yeux de certains d'entre ses membres un problème de « crédibilité » de l'organisation de Schaffer. On prétend qu'il existe des pays de l'Est membres ou en voie de le devenir, qui ne veulent être dans l'OTAN que pour être cet oeil de Moscou, « il y a donc un problème de confiance qui se pose », estiment-ils.

Conférence conjointe de Sarkozy et Merkel

L'Europe de défense s'invite

Après avoir réussi à glisser le concept de « l'Union pour la Méditerranée » dans l'agenda de l'Europe, le président français vient de mettre sur orbite l'Europe de défense, en s'appuyant, pour son lancement, fortement sur l'Alliance atlantique Nord.

Les deux vont ensemble, et la nécessité d'une Europe de défense, en même temps que l'Alliance dit par le président américain, est pour nous un geste remarqué qui montre une compréhension », a dit Nicolas Sarkozy jeudi, lors d'un point de presse qu'il a animé à Bucarest conjointement avec Angela Merkel, la chancelière allemande. Il sautait presque de joie pour être aux côtés de celle avec qui le courant a failli être coupé et pour qui, il semble aujourd'hui obligé de tanguer pour garder son habit européen et en même temps assumer son alignement à Bush. Sarkozy n'est pas homme à voir de la morale là où il y en a, encore moins là où il n'y en a pas, même si les ambitions qui l'animent risquent de faire

voler en éclat une Europe qui a beaucoup peiné pour se constituer. Et c'est certainement pour cela, qu'il tient à prendre ses devants en s'affichant publiquement avec Merkel l'Allemande pour démontrer qu'il y a entente entre Paris et Berlin, deux capitales sur lesquelles l'Union européenne repose grandement.

La présence de Merkel à ses côtés est une caution qui lui est utile et nécessaire. « La France aux côtés de l'Allemagne a pris toute sa place au milieu de ses alliés », fera-t-il savoir. « Si nous avons choisi de faire une conférence de presse commune, c'est parce que nous avons exactement les mêmes visions, les mêmes analyses sur les différentes questions », a dit Sarkozy d'entrée de jeu. Il fera savoir que la France a accepté d'envoyer en Afghanistan un contingent supplémentaire de 700 soldats non pas pour s'engager militairement, mais pour assurer la sécurité et la stabilité dans la région et participer à sa reconstruction.

La France prendra aussi le commandement de la région centre à compter de cet été. « Comme pour la prendre à témoin, Sarkozy précisera qu'il « parle sous contrôle d'Angela, je partage pleinement son avis sur la question », l'objectif politique étant, et il ne s'en est pas caché, « une France qui doit prendre toute sa place au sein de l'OTAN au profit d'une Europe de défense, forte politiquement et en terme de sécurité ». Ce qui ne veut pas

dire pour lui que Paris devra intégrer le commandement transatlantique qu'elle avait décidé de quitter au temps de De Gaulle. « Attendons le moment, chaque chose en son temps », dira-t-il.

Le président français tient ainsi à être l'avant-garde d'une Europe qu'il veut non seulement commander mais allignée aux positions américaines. « Je voudrais remercier le président Bush pour ce qu'il a dit. Nous avons besoin de l'OTAN et d'une défense européenne. Nous avons besoin des Etats-Unis et les Etats-Unis ont besoin d'alliés forts. Cela ouvre la porte pour la France à une rénovation forte de ses relations avec l'OTAN », explique-t-il. Sur l'Ukraine et la Géorgie, il dira, allusion faite à Moscou, « nous n'acceptons pas de droit de veto de qui que ce soit. Elles ont vocation à rentrer dans l'Alliance mais il faut toutes les conditions pour ». Sarkozy ambitionne « en accord avec mon amie Angela » de tenir en 2009, le Sommet du 60^{ème} anniversaire à Khel et Strasbourg, deux villes situées de part et d'autre de la frontière franco-allemande. Ce sera, dit-il, « le symbole de l'amitié franco-allemande, de la réconciliation européenne et du partenariat transatlantique ». Cela voudrait conclure le processus de la rénovation de la relation de la France avec l'OTAN. Cette proposition « sarkozienne » n'a pas été retenue dans la déclaration finale du sommet de Bucarest. G. O.

Les gagnants et les perdants du sommet

Poutine et Sarkozy sont les deux gagnants du Sommet de Bucarest, l'un pour avoir lancé l'Europe de défense à partir de l'OTAN et l'autre pour avoir gelé pour un temps, l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie ainsi que l'installation du bouclier antimissile en Europe.

Le perdant est bien Bush pour qui, Bucarest est la dernière escale atlantiste sans lui avoir servi à grand-chose. D'ailleurs, il ne semble pas prendre les choses à coeur, au regard de l'attitude décontractée qu'il a affichée tout au long de son séjour roumain. Il est vrai qu'il a toujours regardé le reste du monde avec arrogance et sourire en coin, mais à partir de Bucarest, il sait que d'ici au mois de novembre prochain, sa personne ne sera plus le centre du monde. Il devra céder la Maison-Blanche à l'un des candidats en lice pour l'élection présidentielle américaine. Ceci étant dit, on note que la politique extérieure des Etats-Unis ne changera jamais, mais c'est juste leur stratégie qui est affinée au fur et à mesure des évolutions politiques mondiales. Etant le gendarme du monde, Washington, faut-il le dire, a été jusque-là à l'origine de toutes les feuilles de route des grands conflits qui bouleversent les peuples, à l'exemple de celui du Moyen-Orient ou de l'Irak.

Sans résultats probants. Pourtant, la déclaration finale du sommet lui renforce ce rôle au nom du « principe de l'indivisibilité de la sécurité des Alliés (qui) est fondamental ».

Les Alliés reconduisent ainsi l'esprit de l'OTAN qui se résumerait presque dans ce fameux article 5. Il faut croire que cet article convient parfaitement aux Américains qui se donnent le droit d'intervenir partout dans le monde à chaque fois qu'ils imaginent ou s'inventent un danger. Les résolutions onusiennes 1373 et 1540 contre le terrorisme leur consacrent ce droit. Pour tout cela, les Alliés déclarent : « nous poursuivons (également) nos efforts à l'appui de notre programme de travail visant le développement de moyens évolués pour contribuer à la défense contre les attentats terroristes, notamment en continuant de développer de nouvelles technologies ». Ils ont pris le soin d'inviter notamment le SG de l'ONU pour en cautionner le sens et la démarche, celle de régenter un monde dont les équilibres vacillent sous le poids de visions géostratégiques qui ne s'initient que pour l'accapement par les puissants des ressources des peuples, qu'ils appellent certains d'entre eux hypocritement émergents. G. O.

Les éclairages de Poutine

Dans une conférence de presse qu'il a animée hier, au Parlement roumain, le président russe a qualifié de satisfaisantes ses discussions avec les Alliés, dans le cadre du Conseil OTAN-Russie qu'ils ont tenu hier matin. « Nous avons une ligne d'action commune », dira-t-il à propos des questions sécuritaires pour lesquelles il confirme l'existence d'une collaboration pratique entre eux. Mais, précise-t-il, « notre collaboration dépend de la façon avec laquelle les Alliés prennent en considération les intérêts de l'OTAN ». Les obstacles, Poutine les énumère en vrac : l'élargissement, le Kosovo, les boucliers antimissiles américains en Pologne et en République tchèque. Il déplore « l'apparition d'un bloc militaire puissant à nos frontières » qui, dit-il, « constitue une menace directe pour notre sécurité ». Il estime que « la garantie qu'elle ne soit pas menacée ne se fait pas avec des promesses ». Il veut du concret et des compromis pour l'établissement de stratégies claires en la matière. Mais il fait preuve d'optimisme en soulignant que « les perspectives sont assez positives ». Interrogé sur l'éventualité de l'organisation par Moscou d'une conférence sur la paix au Moyen-Orient, le président russe fait part de « certains avantages » de l'implication de son pays dans le processus de paix, comme par exemple, « l'annulation du visa russe au profit des Israéliens ». Il se contentera, par contre, de dire que « nos relations avec le monde arabe sont traditionnelles. Nous n'avons pas de problèmes avec eux ».

Poutine affirme œuvrer pour la création d'un Etat palestinien. Il fait savoir qu'il a parlé de la tenue de la conférence avec le président égyptien, « et nous menons des consultations avec Israël ». Mais il précise que pour cela, « nous ne voulons pas être un leader mais un organisateur pour que chacun puisse réaliser un objectif important, nous voulons nous réunir et négocier la paix ». L'idée de la conférence est, dit-il, « soutenue par nos partenaires américains et arabes, il faut bien la préparer. Si c'est bon nous allons annoncer sa tenue ». A propos de l'Irak et de l'inquiétude des pays du Golfe, Poutine notera que « nous

avons travaillé de façon constructive avec la communauté internationale, nous allons remplir nos obligations avec les Iraniens pour la livraison de substances nucléaires. Nous défendons les intérêts légitimes de l'Iran concernant son utilisation du nucléaire civil ».

Et pour ce qui est d'un probable retour à la guerre froide, il répond : « non ce n'est pas possible, personne n'est intéressé de se retourner vers le passé, il n'y a pas de disputes idéologiques, rien ne nous sépare ». Mais, interroge-t-il, « peut-être certaines forces pour troubler les eaux, mais pour prendre quel poisson ? ». Il explique par ailleurs autrement la question du traité antimissile des forces conventionnelles européennes (FCE). « Ce n'est pas nous qui avons quitté le traité antimissile, nous l'avons respecté, nous sommes le seul pays qui a suivi l'obligation de réduire nos propres troupes sur notre propre territoire, nos partenaires ne l'ont pas fait et on nous demande de respecter ces accords d'une façon unilatérale ! », s'exclame-t-il. Il réclame « à mes chers amis les Alliés un dialogue sincère et honnête ».

Il affirme être étonné du fait que les Alliés aient retardé l'adhésion de l'Ukraine et la Géorgie « parce qu'ils ne sont pas démocratiques ». Il interroge : « et si l'Ukraine devient membre, elle devient une démocratie ? C'est bizarre ? ». Il souligne que « l'entrée dans l'OTAN ne mène forcément pas à la démocratie », preuve en est pour lui « la Lettonie où aucun droit n'est respecté ». Il rappelle que l'OTAN a été créée pour contrecarrer l'Union soviétique. « Aujourd'hui ce bloc n'existe plus, alors pourquoi le renforcer ? », demande-t-il. En plus, dit-il, « que peut-on faire en matière de sécurité sans la Russie ? Personne n'a changé l'article 5 et pourtant il y a eu changement, une base en Roumanie, une autre en Bulgarie, un repositionnement stratégique en Pologne et en République tchèque, tout se rapproche de nos frontières ». Le Poutine partant dit n'avoir pas de regrets. « Le fardeau va passer sur les épaules de quelqu'un d'autre, pourquoi ne pas s'en réjouir ? », a-t-il lâché. G. O.